

## Seul un Etat fédéral européen dotera l'Europe d'une politique étrangère et de défense

### ***Le contexte international***

La situation mondiale a subi au cours des dernières quinze années, après la fin de la guerre froide, de rapides et profondes mutations. D'une part l'émergence de la puissance chinoise et les perspectives offertes par l'Inde ont déclenché une transition complexe vers une nouvelle multipolarisation qui est encore très déséquilibrée ; d'autre part l'instabilité n'a fait que croître au Moyen Orient et dans d'autres régions de l'Asie en rendant plus aigu le problème de la sécurité sur lequel pèsent la menace du terrorisme international et le risque de conflits nucléaires.

### ***Une nouvelle stratégie pour la politique étrangère et de défense est nécessaire***

Ce nouveau contexte a amené les Etats Unis à renoncer pratiquement à développer une relation privilégiée avec l'Europe qui, en fonction des nouveaux impératifs stratégiques du 21<sup>ème</sup> siècle, ne constitue plus un champ décisif. Dans bien des cas cette situation induit une divergence croissante entre les intérêts objectifs des deux parties et renforce le besoin pour l'Europe de créer à la fois une véritable politique étrangère pour elle-même, sus-

ceptible de définir les intérêts européens à long terme et de les défendre dans le monde, et de créer son propre système de défense, eu égard à l'insuffisance de son potentiel militaire. L'OTAN est devenu obsolète. Il faut clairement affirmer que la réorganisation de ses forces (demandée par les Etats Unis et dans le cadre de laquelle les Européens continuent en réalité à envisager leurs essais de coopération militaire) ne servira que les nouveaux intérêts stratégiques américains et non ceux des Européens.

La prise de conscience du décalage grandissant entre les intérêts américains et européens n'est cependant pas clairement assumée par les Européens car la prise de conscience des divergences avec les USA comporterait une prise de responsabilité que nos Etats n'entendent pas pour le moment assumer. Ils préfèrent s'en remettre à l'illusion qu'il n'y a plus de menace pour la sécurité intérieure de notre continent – sans s'interroger sur la réelle impossibilité de voir surgir une guerre à l'intérieur des frontières de l'Europe – et laisser aux Etats Unis le soin de fixer l'agenda du monde. Leur irresponsabilité est une des causes profondes de l'instabilité de l'ordre mondial à laquelle pourrait remédier dans de nombreux cas un rôle

### **Campagne pour l'Etat fédéral européen**

Fiche publiée avec le soutien de la Fondation Mario e Valeria Albertini

via Volta, 5 – 27100 Pavia

[www.euraction.org](http://www.euraction.org)

novembre 2005

décisif joué par l'Europe.

### ***Il est illusoire de penser que les réponses résident au niveau national et à l'intérieur de l'Union européenne***

Les Européens sont confrontés à un problème fondamental : ils sont divisés et par conséquent incapables de faire face aux problèmes d'actualité dont la solution requiert des dimensions continentales. Le nœud du problème réside donc dans la création d'une véritable puissance européenne, seule entité susceptible de mettre en œuvre une politique étrangère et de défense efficace. Mais les Etats membres continuent à s'en remettre au postulat selon lequel on ne saurait toucher à leur souveraineté. Ils veulent garder leur pouvoir de décision et l'Europe en reste, plus que jamais, au stade de la coopération. Ceci explique le faible rôle de l'Union Européenne au niveau international. Dans certains cas l'UE se berce d'illusions quant au rôle qu'elle peut jouer dans les négociations diplomatiques internationales ou les Etats membres se leurrent sur la représentativité des institutions européennes. En réalité chaque soi-disant position européenne, dans les rares cas où elle est vraiment recherchée, n'est jamais le fruit d'un processus politique tendant à identifier un véritable intérêt européen. Elle est toujours un compromis entre les intérêts hétérogènes des Etats membres et ne s'accompagne jamais d'une quelconque stratégie globale. En conséquence les Européens

sont démunis face aux problèmes et crises mondiaux.

Il en est de même pour la politique de défense. Le processus de coopération entrepris par des groupes d'Etats ne mène, et ne peut pas mener, à la naissance d'une défense européenne. Le succès, même partiel, de ces tentatives a comme préalable une forte homogénéité des choix politiques et des objectifs poursuivis par les Etats concernés. Cette homogénéité n'existera pas aussi longtemps que l'intérêt de chaque pays demeurera évalué au niveau national. Il suffit de se référer à l'attitude de la Grande Bretagne, prétendant au leadership en matière de coopération militaire, pour compenser partiellement son absence de l'Eurozone. Mais en même temps, les Britanniques s'opposent à la naissance d'un pôle européen autonome et affirment leur loyauté vis à vis des Etats Unis en tant que référence pour leur propre politique étrangère. Des remarques similaires pourraient être faites pour tous les Etats membres pour la simple raison que tant que la politique étrangère demeurera liée au pouvoir national, différentes logiques seront inévitables en fonction des réalités géopolitiques de chaque Etat. Cela vaut pour le penchant atlantiste de l'Espagne, pour le fort nationalisme et l'hostilité à la Russie des pays de l'est de l'Europe, pour la France elle-même – en proie à des difficultés dans le contexte de l'élargissement – nostalgique de son passé colonial et de sa puissance militaire devenue aujourd'hui obsolète, et surtout

pour l'Allemagne dont la politique étrangère revêt un caractère nationaliste des Balkans à la Russie en passant par l'est de l'Europe.

En l'absence d'une direction commune – c'est-à-dire en fin de compte en l'absence d'une politique étrangère et d'un pouvoir politique communs – la coopération militaire entre Etats ne sera même pas en mesure d'atteindre ni les objectifs techniques minimaux, ni la réorganisation des forces européennes (qui restent encore incapables de s'adapter aux exigences stratégiques issues de la fin de la guerre froide et sont tout juste à même de mener des opérations mi-neures à l'extérieur), ni la modernisation dans les domaines des transports et des communications, ni d'attribuer plus de financements à la recherche et au développement pour donner une nouvelle impulsion à l'industrie d'armement européenne (empêchée par la politique nationale des approvisionnements, à laquelle aucun Etat ne veut renoncer. Les coopérations structurées entre Etats en matière de défense, bien que prévues – de façon confuse – par le traité constitutionnel et proposées par certains comme une solution possible, ne changeront en rien la situation présente. Le véritable problème réside dans l'alternative entre un système de coopération entre Etats souverains et un cadre étatique européen.

### ***Conclusion***

Le problème crucial pour les Européens est donc celui de la souveraineté. Il n'y

aura jamais de politique étrangère ni de défense européenne tant que le cadre national ne sera dépassé. La création d'un véritable Etat fédéral européen est le préalable à la définition des intérêts européens de par le monde, à l'élaboration d'une stratégie adéquate, à notre mise à disposition des instruments du pouvoir et du poids politique indispensables pour y parvenir.

Il est clair que la volonté de poursuivre cet objectif fédéral ne pourra, dans un premier temps, provenir de tous les Etats de l'Union. Seuls les Etats fondateurs remplissent les conditions pour parvenir à une telle prise de conscience. En dépit des limites de leurs politiques nationales actuelles ce sont les seuls à avoir souscrit en 1950 à l'objectif fédéral et avoir jusqu'aux années 90 pris en compte cette donnée dans leur vie politique, ce qui constitue une marge de consensus autour de ce projet tant dans les classes dirigeantes que dans l'opinion publique. Il est en conséquence de leur responsabilité de donner naissance au premier noyau de l'Etat fédéral européen à l'intérieur de la plus grande confédération issue de l'élargissement et ouvert à tout pays désirant le rejoindre. Seule cette action courageuse ouvrira des perspectives à une Europe qui court aujourd'hui le risque de la désintégration dans la mondialisation.